

FranceSoir

#28 / vendredi 04 octobre 2013

*l'e-mag***DOSSIER****Budget européen :
mythes et réalités****POLITIQUE****Y a-t-il un patron à
l'Elysée ?****ESCAPADES****Les châteaux de la Loire****CINÉMA****« La vie d'Adèle » : deux filles, une
Palme et une polémique****CONSO****Les assistants d'aide à la conduite****PATRICIA
KAAS****« Je prépare
ma vie
d'après... »****C'ÉTAIT DANS FRANCE-SOIR**
Angélique, Marquise des Anges



Dossier: budget européen

Budget européen, mythes et réalités

Par Verena von Derschau

L'Europe coûte cher et gaspille l'argent de ses citoyens. Ce préjugé largement répandu en France est alimenté par les couacs et les crises à répétition secouant l'Union européenne et sa monnaie commune ces dernières années. Mais qu'en est-il vraiment? Qui décide du budget et comment est-il dépensé?

Les citoyens européens ignorent souvent le processus budgétaire de l'UE.

©Kai Pfaffenbach/Reuters



Budget européen, mythes et réalités

«*Le bon sens n'a pas prévalu au sein du Conseil européen et c'est inquiétant*». Ce cri du cœur poussé début septembre émane du commissaire européen en charge du Budget, Janusz Lewandowski. La cause de son désarroi? Le budget 2014 de l'Union européenne avalisé quelques jours plus tôt par les chefs d'Etat et de gouvernement.

Un budget de **142,2 milliards d'euros** en crédits d'engagement, soit en baisse de 6,5% par rapport à 2013, qui laisse le Polonais «*perplexe*». Il dénonce les coupes prévues par les Etats membres qui affectent en premier lieu des secteurs aussi essentiels que la recherche et l'innovation, l'emploi des jeunes ou encore la solidarité.

«*On rencontre toujours le même problème: un budget, c'est des recettes et des dépenses. En Europe, les dépenses relèvent d'une codécision. Elles sont proposées par la Commission, amendées par le Parlement et font*

l'objet de négociations. Les recettes sont de la compétence exclusive des Etats», soupire le député européen François Alfonsi, membre du groupe écologiste à Strasbourg.

Le processus budgétaire européen est en effet particulièrement complexe, alimentant certainement l'incompréhension des habitants des 28 pays membres. L'UE est dotée d'un budget sur sept ans, le cadre financier pluriannuel (CFP), à l'intérieur duquel les budgets opérationnels doivent être validés tous les ans. D'où l'impression que l'impasse budgétaire est permanente et les tensions infinies.

Baisse significative

Dans le contexte actuel de crise, les négociations autour des prochaines perspectives financières couvrant la période 2014-2020 ont été très compliquées. Il a fallu pas moins de trois sommets des chefs d'Etat et de gouvernement ces



La France et la Grande-Bretagne (ici Hollande et Cameron) ne sont pas toujours d'accord sur le budget européen.

©Yves Herman/Reuters

derniers mois pour arriver fin juin à un compromis entre les partisans d'un budget largement amputé –en tête desquels le Royaume-Uni, la Suède et les Pays-Bas– et les «amis de la cohésion», regroupant les pays bénéficiaires des fonds sous la houlette de la Pologne. Résultat des courses? Pour la première fois depuis la création de l'UE, son budget prévisionnel est en baisse significative et représente moins d'un pour cent des richesses nationales. «*Un budget*



Budget européen, mythes et réalités

de régression», que le groupe écologiste au Parlement européen s'est empressé de rejeter. *«Ici c'est la technocratie froide qui a le pouvoir et pas l'émotion pour les citoyens européens en crise»*, s'est désolé Daniel Cohn-Bendit devant le Parlement. *«Une ligne rouge a été franchie»*, pour M. Alfonsi.

«Le signal politique est désastreux», regrette aussi Yves Bertoncini, le directeur de Notre Europe-Institut Jacques Delors. Pour lui, cette politique de rigueur européenne relève d'un *«faux calcul»*, même pour des pays riches qui donnent plus qu'ils ne reçoivent. La France par exemple est le deuxième contributeur au budget de l'UE avec 19 milliards annuels environ. Cet argent ne provient pas directement des impôts, mais des droits de douane, des cotisations sur la production du sucre et de l'isoglucose, d'une contribution budgétaire calculée à partir de la TVA et d'une contribution complémentaire indexée sur le revenu national

brut.

Mais la France ne fait pas que payer, elle encaisse aussi, via des subventions et des aides, environ 13 milliards d'euros par an. La différence de six milliards équivaut à un coût par habitant de 80 euros par an. *«Quasiment rien»*, résume l'eurodéputé Jean-Luc Bennahmias, membre du groupe des démocrates et libéraux au Parlement européen.

Mieux dépenser ensemble

Car ces coûts budgétaires *«il faut les mettre dans une addition plus large prenant en compte les flux commerciaux»*, insiste Yves Bertoncini. *«La grande matrice, c'est le marché intérieur. Les fonds structurels et régionaux sont destinés aux pays en retard. Mais cela crée des emplois et des exportations pour les contributeurs nets. Et ils le savent, c'est pour ça que les Allemands ont toujours accepté de payer beaucoup»*,

ajoute-t-il.

Plus important encore, l'idée fondatrice de l'Europe communautaire. *«Il y a une solidarité, parce qu'on est une union européenne»*, rappelle le directeur de Notre Europe. **«Tout le monde paie pour tout le monde»**, estime aussi Jean-Luc Bennahmias. *«L'explication n'est jamais faite de manière honorable. Au-delà de l'aide aux agriculteurs, le budget européen sert via les fonds sociaux à la lutte pour l'emploi, à l'aide aux populations défavorisées, aux Restos du cœur!»*

«Il s'agit de dépenses dont le citoyen ne sait rien mais qui préparent son avenir. Le budget européen finance des politiques de technologies innovantes, de recherche, d'énergie. Même la politique agricole commune plus verte va changer le quotidien des Français dans les campagnes», souligne encore François Alfonsi.

Pour Notre Europe, la logique dans certains domaines voudrait de *«mieux*



Budget européen, mythes et réalités

dépenser ensemble». «Un exemple évident, c'est le financement des réseaux d'information, de transports et d'énergie. Cela permettrait de faire des économies d'échelle importantes», selon Yves Bertoncini citant notamment l'exemple d'Airbus et d'EADS. «Ce n'est pas une politique industrielle ou énergétique franco-français ou germano-allemande qui va améliorer la compétitivité des entreprises nationales», ironise Jean-Luc Bennahmias.

Et pourtant. Sous la pression des eurosceptiques, le prochain budget de l'UE a été raboté comme jamais avec un peu moins de 960 milliards d'euros pour les sept prochaines années, contre 993 milliards pour la période actuelle et une proposition initiale de la Commission à 1.047 milliards. **Une victoire pour le Royaume-Uni** qui a réussi au passage à conserver son fameux «rabais britannique» négocié en 1984 par Margaret Thatcher.

«L'Europe est en crise en général et il

est tellement commode pour ses dirigeants de pointer l'Union européenne qui est une victime consentante et ne se défend jamais», dénonce François Alfonsi. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent donc pour **doter l'Europe de fonds propres, indépendants du bon vouloir des politiques** (voir l'interview de Martin Schulz). L'idée d'un «impôt européen» fait son chemin. Il s'agit désormais de la «vendre» aux citoyens.

Contrairement aux idées reçues, l'Europe gère plutôt bien son argent. Le scandale des «vaches corses», inexistantes et pourtant financées par des fonds structurels, régulièrement cité encore par les anti-Européens, a été révélé par un contrôle de la Commission européenne. Par ailleurs, moins de 6% du budget de l'UE servent au financement de ses structures, pourtant facilement clouées au pilori. *«Il y a 30.000 fonctionnaires européens, c'est moins qu'à la mairie de Paris»,* rappelle Yves

Bertoncini.

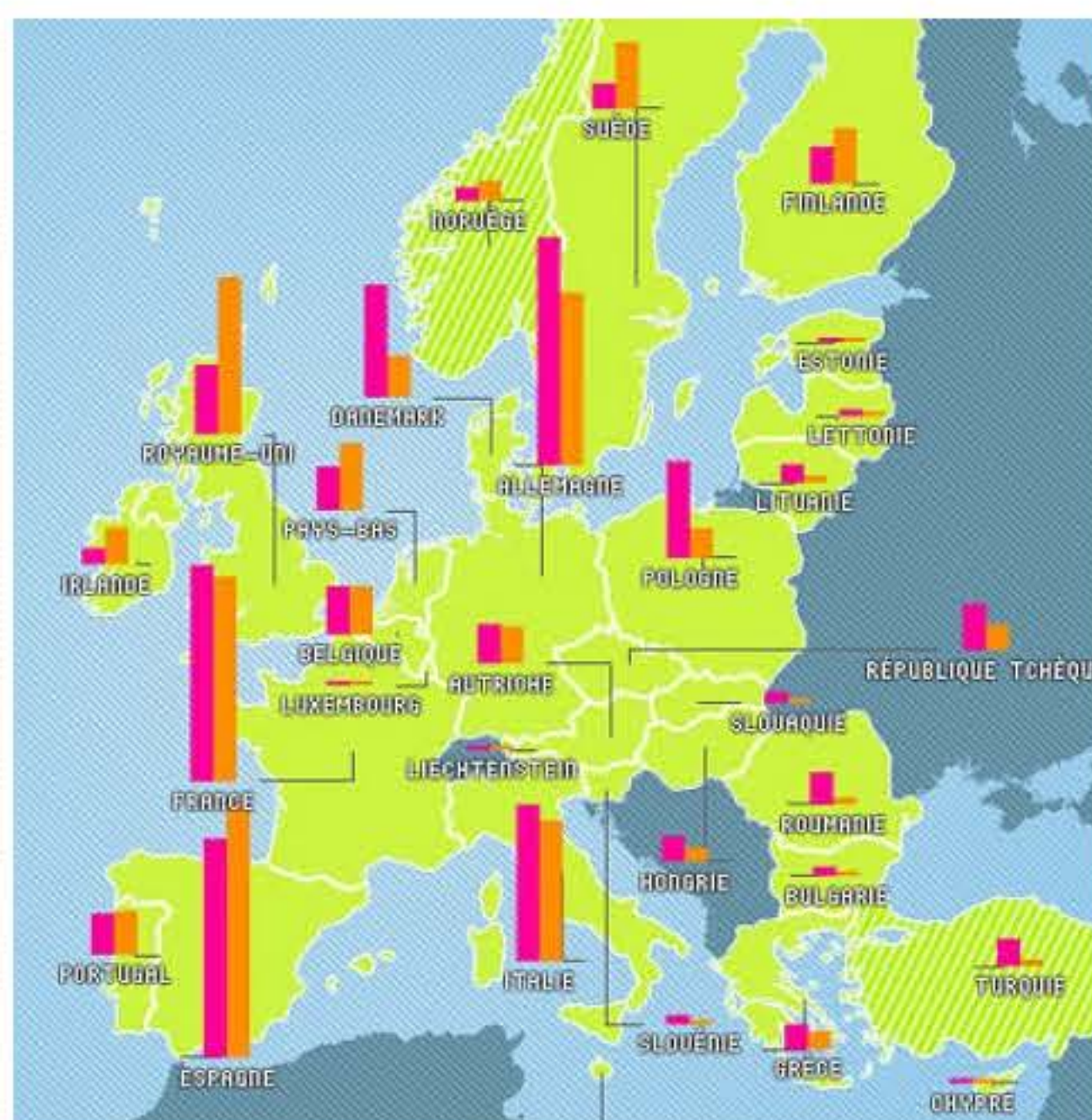
L'Europe trop chère serait donc un mythe entretenu par ses détracteurs? *«Le débat sera certainement relancé pour les élections européennes l'année prochaine, notamment par Marine Le Pen»,* soupire Yves Bertoncini. *«Mais il ne faut pas oublier que les peuples ont voté Europe avec l'euro. Quand on regarde les sondages, le fait de sortir de l'euro n'a jamais convaincu personne».*

En savoir plus

- [Le site de la Commission européenne](#)
 - [Le site de Notre Europe-Institut Jacques Delors](#)
 - [Le site d'«Euractiv», journal en ligne consacré à l'UE](#)
-



Budget européen: quelques repères



231.410



Nombre d'étudiants européens ayant bénéficié du programme Erasmus en 2010-2011. Les destinations les plus populaires ont été l'Espagne, la France et le Royaume-Uni.

25 mai 2014



Date en France des prochaines élections européennes pour renouveler les 74 députés envoyés à Strasbourg.



110



Somme en euros versée par chaque Allemand au budget européen. Par comparaison, un Britannique paye 90 euros, un Français 80, tandis que chaque Grec reçoit 323 euros, un Polonais 220 euros et un Espagnol 90 euros.

39%



Part du prochain budget consacré à la politique agricole commune, en baisse de 12% par rapport au budget actuel (373 milliards).



Dossier: budget européen

Martin Schulz: «il faut un système de ressources propres à l'UE»

Propos recueillis par Verena von Derschau



Pour Martin Schulz, «nous profitons tous de l'Europe».

©François Lenoir/Reuters



Alors que viennent d'avoir lieu les élections générales en Allemagne, son pays d'origine, le président social-démocrate du Parlement européen, Martin Schulz, milite pour une Europe forte et solidaire, et plus indépendante des Etats membres sur le plan financier.

Le prochain budget européen doit être approuvé dans quelques semaines. Êtes-vous satisfait des compromis obtenus?

L'accord politique trouvé avant les vacances d'été est le meilleur possible, vu les circonstances. Le compromis est loin d'être parfait, mais le Parlement a grandement amélioré la proposition initiale du cadre financier pluriannuel 2014-2020 en imposant une plus grande flexibilité dans l'allocation des ressources.

Regrettez-vous que le groupe Vert au Parlement européen n'ait pas voté le prochain budget pluriannuel? Comprenez-vous les critiques émises?

Le Parlement a soutenu massivement par son vote le compromis présenté et je salue la responsabilité des députés. Encore une fois, ce compromis n'est pas idéal, je peux entendre ces critiques mais nous devons avancer.

Le commissaire européen au Budget a exprimé de vives inquiétudes quant au budget 2014. Partagez-vous son analyse?

Je partage totalement son analyse. On nous présente un budget dont l'ensemble des programmes sont affectés en lieu et



Martin Schulz: «il faut un système de ressources propres à l'UE»

place d'ajustements ciblés. Les États membres tiennent des sommets, prennent de forts engagements et expliquent qu'ils vont faire de leur mieux, puis deux jours après, ils annoncent qu'ils vont aussi couper les fonds pour des programmes de recherche, des programmes d'avenir comme Erasmus, des programmes qui améliorent notre compétitivité. C'est dramatique.

Quel est le poids des différents lobbies dans les négociations budgétaires européennes?

Ces pressions n'affectent pas l'indépendance du Parlement, car si les groupes d'intérêt peuvent s'y exprimer, les négociations sont transparentes. C'est un principe non négociable vis-à-vis des citoyens européens. En revanche, le vrai problème se situe au niveau des États membres qui n'ont pas les mêmes exigences.

«Les fonds ne sont pas distribués au bon vouloir des politiques»

Certains États, notamment les plus grands, ont longtemps estimé qu'ils payaient trop et ne recevaient pas assez de fonds européens. Pensez-vous que le prochain budget pluri-annuel 2014-2020 soit plus équilibré?



Martin Schulz, ici avec François Hollande en juillet dernier, incite les pays membres à plus de générosité.

©Yves Herman/Reuters

Je pense que la question n'a pas lieu d'être. C'est une mauvaise perception de l'Europe que celle de regarder qui paie plus, qui reçoit plus. Regardez, l'Allemagne paie plus et la Grèce ou l'Espagne reçoivent plus: quels pays se portent le mieux? Quand nous investissons dans les infrastructures grecques ou espagnoles, ce sont des entreprises européennes –la plupart du temps venant des pays contributeurs nets– qui vont effectuer les chantiers avec les emplois qui en découlent. Nous sommes une Union, nous devons regarder la situation dans sa globalité, car nous profitons tous de l'Europe.



Martin Schulz: «il faut un système de ressources propres à l'UE»

Ces critiques nous rappellent cependant qu'un autre système de ressources propres pour l'Union européenne doit être mis en place pour que le budget européen soit incontestable.

Que répondez-vous aux citoyens européens qui estiment que Bruxelles gaspille leurs impôts? Pouvez-vous donner quelques exemples pour les convaincre du contraire?

Je voudrais leur rappeler que toutes les dépenses de l'Union européenne sont des investissements pour la croissance. L'Europe investit dans les infrastructures, dans la recherche, dans les énergies renouvelables, dans la sécurité alimentaire... Les fonds ne sont pas distribués au bon vouloir des politiques.

En ce qui concerne les frais de fonctionnement des institutions, ils sont bien moindres que ceux des administrations nationales. Bien évidemment, il est de notre devoir de faire toujours plus d'efforts pour utiliser au mieux l'argent public, mais c'est un mythe que penser que l'Union européenne n'a pas suivi les efforts de restriction budgétaire des pays européens. Des réformes ont été prises, comme la baisse de 5% du nombre de fonctionnaires européens d'ici 2020, l'augmentation du temps de travail hebdomadaire, la retraite à 65 ans des agents.

En savoir plus

→ [La page Facebook de Martin Schulz](#)

→ [Le site du Parlement européen](#)
